

central d'information évoluerait selon les premiers modèles de l'univers, suivant cycles et épicycles et qu'il verrait la création d'organismes secondaires et de bureaux qui répondraient aux besoins des divers secteurs d'information; inefficacité et bureaucratie monstrueuse, c'est ce qui en résulterait.

Nous croyons qu'Information Canada aurait avantage à ne pas se charger des relations publiques et de l'information pour les ministères importants comme l'Agriculture, l'Industrie et le Commerce, mais à se concentrer plutôt sur la réglementation et la coordination de leurs activités. On empêcherait ainsi le gaspillage de fonds publics et de talents qui causent le chevauchement des efforts et le manque d'appréciation des divers moyens de communication avec le public. Information Canada ne peut et ne devrait pas rivaliser avec les connaissances spécialisées sur le plan de leur propre ministère des experts des grands ministères. Ces derniers peuvent seuls expliquer les politiques gouvernementales qui les intéressent; Information Canada n'a pas à le faire. En tant qu'expert du gouvernement dans le domaine de diffusion de l'information, toutefois, Information Canada a un rôle essentiel à jouer: celui d'expliquer aux ministères comment mieux transmettre les renseignements nécessaires aux audiences appropriées. Il faudrait préciser à tous les ministères qu'il s'agit là de la politique du gouvernement et non pas d'une chose qu'on laisse à la discrétion de chaque ministère. Il s'agit bien d'une saine gestion des ressources humaines et matérielles plutôt que de l'acquisition de connaissances techniques. Les ministères acceptent difficilement de se plier à une autorité extérieure et Information Canada est souvent considérée comme telle par le personnel d'information des ministères. Si son rôle est clairement défini, les ministères n'entretiendront pas de soupçons à son égard. Si l'on s'accorde pour le considérer comme un organisme de coordination et d'assistance, plutôt que comme un organisme de remplacement et de coordination, l'ensemble du programme d'information du gouvernement fédéral pourrait être mené à bien avec une efficacité et une économie plus grandes.

Pour cela, Information Canada doit pouvoir s'appuyer sur l'autorité d'un ministre d'État directement responsable de tous les services d'information du gouvernement fédéral. Nous recommandons que ce ministre soit le Secrétaire d'État dont les responsabilités comportent déjà celles de plusieurs agences dans le domaine de la culture en général, de l'éducation et de l'information. Nous soulignons qu'Information Canada doit être sa principale responsabilité et non un élément accessoire, comme c'est le cas à présent.

Parallèlement, il ne faut pas non plus minimiser le problème des relations d'Information Canada avec le gouvernement en place. Dans une certaine mesure, en chargeant la Commission de la Fonction publique d'engager son personnel et par la nature même de ses fonctions, on peut être sûr que l'organisme se gardera de toute ingérence politique. Il n'est pas là pour critiquer la politique du gouvernement, mais pour en informer le public et pour fournir aux citoyens des renseignements sur les questions fédérales touchant leur vie.